

Texte action Ecole émancipée

Contre l'ED, dressons un Front populaire... enracinons la lutte syndicale !

1) Contexte général : qui sème la désespérance récolte l'extrême-droite...

Dans les esprits et dans les urnes :

Le pouvoir en place a favorisé la montée de l'ED par ses discours et la politique, qu'il mène depuis 7 ans. Si le RN a réussi à convaincre une partie de l'électorat, c'est parce que le système capitaliste néo-libéral brutal, injuste et écocidaire a réussi à répandre l'idée que ce modèle est indépassable et naturel. En poussant toujours plus loin la mise en concurrence entre les individus, en mettant à mal les principes de partage, de solidarité et de bien commun, il fait le lit de la haine de l'autre.

Progressivement, Macron, par ses prises de positions, a préparé idéologiquement le terrain à l'ED : primauté des devoirs sur les droits fondamentaux, autoritarisme contre les jeunes, logique d'embrigadement (SNU et classes "défense"), Laïcité et République instrumentalisées à des fins autoritaires et liberticides, valorisation de la force et de la puissance avec un vocabulaire guerrier ("réarmement"), lois sur l'immigration "choisie" et facilitant l'expulsion des personnes en situation irrégulière, tout en rendant plus difficile l'accès à la nationalité française, criminalisation de l'action citoyenne, des acteur-ices syndicaux, de la désobéissance civile, installation d'un lexique relevant du terrorisme pour désigner les opposant-es écologistes. Macron a réussi à poser comme une évidence l'antisémitisme de la gauche (sous prétexte de sa défense des Palestinien-es), exonérant ainsi l'ED. En effet, loin d'être un rempart contre l'antisémitisme comme il l'affirme, le RN porte dans son ADN la xénophobie et le racisme.

Les écarts de richesse n'ont jamais été aussi grands en France. Toutes les associations caritatives tirent la sonnette d'alarme.

Pendant ce temps, la présence de l'extrême droite dans les médias ne cesse de progresser. L'information est au coeur d'un jeu d'influence entre millionnaires, menaçant la liberté de la presse pourtant inscrite comme un droit constitutionnel. Le gouvernement n'a pas joué son rôle de protecteur du droit fondamental à une information libre, pluraliste et vérifiée. Le licenciement de l'humoriste Guillaume Meurice par Radio France et le projet de réforme de l'audiovisuel public donnent le signal d'une perte d'indépendance, de pluralisme, de qualité d'investigation et de liberté d'expression.

Le traitement de la crise en Kanaky, conséquence de l'autoritarisme et du mépris d'un pouvoir politique inconséquent, ignorant et violent, a participé aussi du climat écoeurant de ces dernières semaines. La volonté politique de la macronie s'abat sur ce territoire sans ménagement et en profite maintenant que les regards sont détournés par les élections législatives anticipées, pour poursuivre la répression. La situation de violence c'est d'abord celle d'une logique néo-colonialiste, érigeant une opposition entre un "elles/eux" et un "nous", que nous devons dénoncer et qui a ses relais sur place.

Dans la rue, contre le mouvement social :

Les restrictions des libertés déjà en cours s'aggraveront évidemment si l'extrême-droite prend le pouvoir. La répression syndicale s'accroîtra et les intimidations et garde-à-vue sans motif valable se multiplieront.

Les électeurs·trices du RN ne sont pas "antisystème", au sens de "anticapitalistes" et elles et ils sont leurré·es par la dédramatisation du parti. Leur volonté de changer de "système" est alimentée par le désenchantement qu'induit le modèle capitaliste et néo-libéral, la crise écologique et le manque de perspective heureuse.

A l'École :

Pour le RN, l'École est un enjeu de la bataille idéologique. Son programme en déroule une vision passéiste et rétrograde : retour de l'autorité, uniforme, fin du collège unique et lutte contre le "wokisme". Des ingrédients que Macron a aussi contribué à banaliser.

L'objectif est de réduire le champ des enseignements à une certaine conception du français, des mathématiques (des fondamentaux), et de l'histoire - une histoire de France pensée comme un roman national fantasmé, arme idéologique avant tout.

Les quelques annonces électoralistes en direction des enseignant·es ne doivent pas masquer le fait que, si le RN accédait au pouvoir, être fonctionnaire rimerait avec obéissance et application de politiques scolaires discriminantes et injustes.

Certains enseignements, comme l'Education à la Vie Affective et Sexuelle, se trouveraient extrêmement menacés. Les élèves étranger·es - ou considéré·es comme tel·les - et LGBTI souffriraient d'une exclusion et d'une violence accentuées par la simple présence de l'extrême-droite au pouvoir, avant même que des lois ségrégatives ne s'appliquent. Ces élèves sont en danger.

2) International : la culture du barbelé.

Dans le reste du monde, les conflits ne cessent de se multiplier, les plus visibles sur la scène internationale étant l'Ukraine et Gaza. L'offensive israélienne sur Rafah a encore aggravé la situation des Gazaoui·es : l'aide humanitaire arrive au compte-gouttes, 75 % des habitant·es ont été déplacé·es, l'ONU annonce que plus de la moitié de la population pourrait être confrontée à la famine et à la mort d'ici la mi-juillet. Il faut continuer d'appeler et de participer aux mobilisations pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et mettre un terme au génocide dont le risque est dénoncé par la cour internationale de justice..

La situation internationale, c'est aussi le sort des migrant·es jeté·es sur les routes de l'exil et qui sont refoulé·es aux portes de pays-forteresses. Avec les populistes déjà au pouvoir dans plusieurs pays européens, si le RN parvient à remporter les élections législatives, le sort des femmes, des hommes et des enfants qui tentent d'arriver en Europe va encore empirer : fin de l'aide médicale, plus de droit au logement, remise en question des droits fondamentaux, menaces sur les associations qui leur viennent en aide.

Argentine : quand les idées d'extrême droite sont bien implantées...

L'arrivée au pouvoir de J. Milei en Argentine a entraîné un recul très net de la démocratie, celui-ci opposant les "bon·nes Argentin·es" à ce qu'il appelle la "caste" : les syndicalistes, les fonctionnaires, les journalistes. Il s'en est pris aux mouvements féministes et aux droits des femmes et des personnes LGBTI, il a revisité la mémoire de la dictature... Les manifestations contre ce projet de loi ont été violemment réprimées. Ainsi, l'exemple de l'Argentine montre concrètement les conséquences directes de l'arrivée au pouvoir de l'ED... mais également la nécessité de renforcer dès maintenant le mouvement social et la résistance. Nos organisations doivent plus que jamais échanger, collaborer, mener des luttes anti-fascistes de dimension internationale.

3) Ecologie : Le réchauffement climatique et la destruction des écosystèmes, choix politiques et économiques de la Terre brûlée.

Ces inquiétudes politiques au niveau international sont d'autant plus importantes que, partout, se font sentir les conséquences du dérèglement climatique, encore trop négligé ou nié. On pense, entre autres, aux canicules récentes en Inde, en Grèce et en Arabie Saoudite.

Mais cette attitude n'est pas propre aux régimes autoritaires : le capitalisme brandit de prétendues solutions technologiques, souvent dangereuses, afin de continuer, sans vergogne, à produire toujours plus et à détruire toujours davantage l'environnement, la santé, les protections collectives.

4) Éducation : une école qui ploie, agirons-nous de manière combative ?

Les élections législatives ont mis en suspens toutes les réformes en cours dont celles concernant l'éducation nationale. Néanmoins, il nous faut continuer à lutter syndicalement contre les réformes de casse de l'école publique.

Collège

Le "choc des savoirs" est une attaque antisociale, brutale et inédite contre le collège unique et le projet d'une élévation générale du niveau scolaire. Les groupes de niveaux sont pour la macronie un moyen de recréer des paliers d'orientation précoce. L'institution d'un brevet sélectif pour l'accès au lycée aurait des conséquences sur les objectifs et pratiques de tous les enseignements du collège. La réécriture en cours des programmes, ainsi que la labellisation des manuels, sont des attaques sans précédent sur le métier des enseignant·es. Il s'agit de mettre au pas la pratique de leur métier. Le SNES doit continuer à dénoncer tous les aspects de cette réforme, à soutenir, organiser et chercher à fédérer toutes les actions visant à lui faire obstacle, y compris de désobéissance.

C'est la même logique qui guide la mise en place des groupes de niveaux, l'insistance sur les "fondamentaux" dès la primaire, la réforme du lycée pro, les spécialités qui trient au lycée GT et la mainmise du pouvoir sur les contenus via les manuels labellisés.

Lycée

Nos mandats d'abrogation de Parcoursup, des réformes Blanquer du lycée et du bac sont toujours d'actualité. Ces réformes, comme le stage de 2de imposé cette année, creusent les inégalités sociales et de genre, Le SNU vise à instrumentaliser un pseudo engagement de la jeunesse pour accroître son encadrement. Pourtant les retours sur les violences sexistes, racistes, de genre que subissent certain·es jeunes font craindre le pire avec une généralisation de ce dispositif voulu à la fois par la Macronie et l'ED.

Le "choc des savoirs" aura aussi des implications en lycée, lequel deviendra encore plus sélectif avec l'impossibilité d'y accéder sans avoir obtenu le brevet des collèges. La classe "prépa seconde" n'est qu'un leurre, pour reléguer les plus fragiles hors de l'école. En l'état, ce projet entraînera une réduction du nombre de postes à la rentrée 2025.

Il révèle la volonté de limiter en lycée comme en collège la liberté pédagogique et le rôle des enseignant·es avec un recours accru aux IA, une révision des programmes et l'imposition des "bonnes méthodes".

Pour le 2nd degré, les politiques des gouvernements macronistes ont clairement été inspirées du programme éducatif régressif du RN.

Entrée dans le métier

L'école et nos statuts sont aussi menacés par les annonces concernant la formation des futur·es enseignant·es et le concours d'entrée dans le métier. C'est par la baisse d'exigence qu'induit la

réforme du concours que nos futur·es collègues verront leur qualification amoindrie et c'est par la réforme de la formation que l'enseignant·e n'apprendra plus à être concepteur·trice de son métier, mais exécutant·e de la commande politique. Les futur·es lauréat·es ne seront pas stagiairisé·es mais recruté·es comme contractuel·les pendant leur première année de Master. Plus que jamais nous devons défendre le statut, le recrutement par concours, et une formation de haut niveau, adossée à la recherche, indispensables pour garantir aux fonctionnaires leur indépendance et leur protection face à l'arbitraire et aux pressions politiques.

Éducation à la vie affective et sexuelle

Alors que les LR sont pour interdire le changement d'identité avant 18 ans, le programme d'éducation à la sexualité, censé s'appliquer à la rentrée dans toutes les disciplines pourrait, paradoxalement, conduire à une fragilisation de l'éducation à la sexualité telle qu'elle existe, certes difficilement, aujourd'hui. En effet, les contraintes organisationnelles contenues dans le texte risquent fort de déstabiliser le travail existant des équipes. Le SNES-FSU informera la profession par du matériel spécifique. Il interpellera aussi le Men pour obtenir l'assurance du maintien et du financement des trois séances d'EAS prévues par la loi.

5) Actions : Soyons à la hauteur de ces constats et cultivons notre jardin...

Nous sommes à quelques jours d'une élection historique, dont le résultat peut faire basculer notre démocratie.

Face au danger de l'arrivée de l'ED au pouvoir, notre camp, celui du syndicalisme de lutte et de transformation sociale a pris ses responsabilités, soutenant l'initiative, puis appelant à voter pour le nouveau FP.

Nous espérons une victoire de ce nouveau Front Populaire. Quoi qu'il arrive, après le 7 juillet, il nous faudra continuer à nous battre, soit contre le gouvernement ennemi de notre camp et de la démocratie (et protéger notre outil militant, qui sera menacé dans son existence-même), soit pour pousser à l'application du programme du NFP (et à la satisfaction de nos revendications au-delà de celui-ci).

Il faut dès à présent anticiper ce que nous allons dire à nos collègues à la rentrée et porter haut et fort nos mandats pour une école émancipatrice et pour la justice sociale.

Dans le cas où le RN gagne, le SNES et la FSU doivent se tenir prêts à mobiliser même pendant les vacances, dans un cadre intersyndical. Afin de nous permettre d'entrer collectivement en résistance, il faut outiller les collègues, notamment en préparant un kit de rentrée : tract, trame d'intervention pour l'AG des personnels, guide de désobéissance (expliquant ce qui est légalement faisable).

La question d'une grève dès la rentrée dans notre champ de syndicalisation se posera selon la situation issue des élections et des mobilisations ou pas de différents secteurs pendant l'été.

Si le NFP est majoritaire, nous resterons vigilant·es et devons mettre en place un plan d'action qui fasse entendre nos revendications.